

“Pourquoi Jean-Claude Marcourt ne va-t-il pas au bout de sa réflexion?”

■ Etudiants francophones et flamands manifestaient pour le refinancement du supérieur.

C'est un coude-à-coude peu habituel. La Fédération des étudiants francophones (la Fef) et son homologue néerlandophone, la Vlaams Vereniging van Studenten (la VVS), ont uni leurs voix ce vendredi dans les rues de Bruxelles. En cause, l'éternel mais important dossier du refinancement des études supérieures aussi bien en Flandre que dans la partie francophone du pays.

Plutôt que d'apporter des solutions clé sur porte aux ministres respectifs, l'objectif des étudiants était de faire appel à leur audace politique pour sortir l'enseignement supérieur d'un système de financement qu'ils jugent “mortifère”.

Des questions incontournables

Le constat peut en effet s'établir facilement. Les hautes écoles et universités du nord comme du sud du pays souffrent du même manque de finan-

cement, ce qui joue sur la qualité de l'enseignement. Ce constat ne date pas d'hier, mais les ministres (le PS Jean-Claude Marcourt du côté francophone et la CD&V Hilde Crevits du côté flamand) ne peuvent que pointer le contexte budgétaire très difficile.

En Flandre, Hilde Crevits a promis aux étudiants de réappliquer dès 2017 un système de cliquets qui réévalue le financement en fonction du nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur. Mais ce n'est pas ce système qui va permettre de refinancer globalement l'enseignement, alors même que la ministre a décidé d'augmenter depuis le mois de septembre le minerval des étudiants belges, rappelle Jonathan Hooft, le président du VVS.

Du côté francophone, les étudiants maintiennent leur bras de fer avec le ministre.

Début mai, le Conseil d'Etat devrait rendre son avis sur le plan de refinancement du gouvernement (107,5 millions d'euros supplémentaires délivrés

d'ici 2019 et augmentation du minerval pour certains étudiants étrangers).

Mais au vu des enjeux, le débat que la Fef entend désormais imposer ne se situe plus sur le terrain de la seule gestion des ressources, mais bien

sur le terrain politique. “On salue évidemment le geste du ministre, mais pourquoi ne va-t-il pas au bout de la réflexion?, s'interroge Brieuc Wathelet, président de la Fef. Pourquoi ne commande-t-il pas une étude pour voir qui a besoin en priorité de ces fonds? A-t-il peur des recteurs alors que ces millions seront majoritairement versés aux universités? Pourquoi n'impose-t-il pas non plus le débat sur l'enveloppe fermée comme son parti, le PS, et le CDH l'avaient promis? Faut-il rappeler que l'on ne dépense pas pour les études supérieures, mais que l'on y investit de l'argent tant les retours sur investissements économiques et sociaux sont importants? Au vu de la dégradation de l'enseignement et de la stagnation

de la démocratisation des études, ces questions sont urgentes.”

BdO